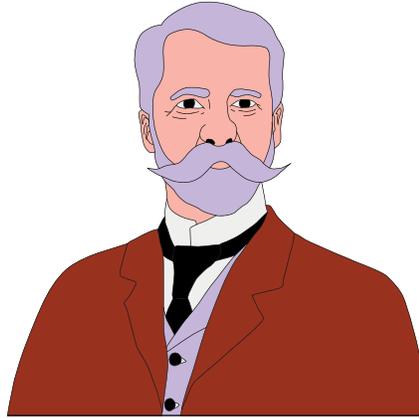


nos
GÉANTS**HENRI BOURASSA
(1868-1952)**

Hamza Tabaïchout

« Nous ne sommes qu'une poignée, c'est vrai ; mais nous comptons pour ce que nous sommes, et nous avons le droit de vivre. »

Ces quelques mots résument assez bien la pensée d'Henri Bourassa, l'une des plus importantes personnalités du Canada français de la première moitié du XX^e siècle.

Intellectuel engagé, éloquent orateur, député à Ottawa et à Québec, proche de Wilfrid Laurier avant d'en devenir un adversaire, Henri Bourassa est un nationaliste. Un nationaliste canadien d'abord, qui combat de toutes ses forces le colonialisme britannique. Et un nationaliste canadien-français ensuite, qui va militer pour les droits des minorités francophones du pays.

Mais c'est probablement d'abord et avant tout comme fondateur et directeur du *Devoir* qu'on se souvient de lui aujourd'hui.

Générique

Le matin du 10 janvier 1910, une nouvelle publication fait son apparition dans les kiosques à journaux montréalais.

Le Devoir.

À la une du journal, Henri Bourassa affiche clairement ses ambitions :

« Pour assurer le triomphe des idées sur les appétits, du bien public sur l'esprit de parti, il n'y a qu'un moyen : réveiller dans le peuple, et surtout dans les classes dirigeantes, le sentiment du devoir public sous toutes ses formes : devoir religieux, devoir national, devoir civique. De là le titre de ce journal. »

Ce sens du devoir, Henri Bourassa le doit notamment à son grand-père maternel, le grand leader patriote Louis-Joseph Papineau, dont la tête fut mise à prix lors des rébellions de 1837-1838.

Né en 1868, Bourassa passe les étés de son enfance à Montebello, en Outaouais, dans le domaine de son illustre aïeul. Ayant perdu sa mère à l'âge de six mois, il est élevé par sa tante, Ézilda Papineau.

Fervente catholique, elle lui transmet sa dévotion religieuse et ses convictions ultramontaines, selon lesquelles le pouvoir de l'Église l'emporte sur tous les autres. Toute sa vie il portera d'ailleurs en lui cette foi profonde, au point d'être reçu par le pape Pie XI à Rome en 1926.

Héritier de l'une des plus prestigieuses familles canadiennes-françaises, Henri Bourassa est élu maire de Montebello en 1890. Il n'a alors que 21 ans!

On lui reconnaît rapidement une réputation d'homme de terrain et d'intellectuel sensible au sort des Canadiens français, en particulier ceux de l'Ontario.

Cette sensibilité lui vient en partie du rassemblement historique du 22 novembre 1885, auquel le jeune Bourassa assiste au champ de Mars, à Montréal.

Comme ses compatriotes, il est venu exprimer sa colère et son indignation à la suite de l'exécution du chef métis Louis Riel.

Comme ses compatriotes, il a été bouleversé et galvanisé par les discours historiques d'Honoré Mercier et de Wilfrid Laurier.

Et, signe du destin, dix ans plus tard, en 1895, ce même Laurier va frapper à sa porte pour lui proposer de se joindre au Parti libéral du Canada.

Henri Bourassa est élu dans la circonscription de Labelle, en Outaouais, et devient le plus jeune député de la Chambre des communes.

Il a accepté l'offre de Laurier en posant une seule condition : la garantie de son indépendance.

Bourassa n'est pas l'homme d'un parti. C'est plutôt l'homme d'une nation, celle des Canadiens français, et d'une idée, l'autonomie canadienne.

Il rêve d'un pays où les deux peuples fondateurs, anglais et français, pourraient vivre dans le respect de leurs spécificités, sans devoir rendre de comptes à Londres.

En 1899, sa soif d'autonomisme va créer une première rupture entre Bourassa et le Parti libéral. Alors que le Royaume-Uni s'engage dans la guerre des Boers, en Afrique du Sud, le premier ministre Laurier décide d'y déployer des troupes canadiennes sous commandement britannique, sans même consulter le Parlement.

Outré par la décision de son chef, soumis selon lui à l'impérialisme anglais, Henri Bourassa claque la porte du Parti libéral.

Les décisions de Wilfrid Laurier d'abolir les écoles francophones au Manitoba, en 1905, puis de créer une marine de guerre canadienne, en 1910, auront raison de l'alliance entre les deux hommes. Ils ne se retrouveront plus que dans leur combat commun pour réclamer la tenue d'un référendum sur la conscription durant la Première Guerre mondiale.

À partir de ce moment, et après un court passage en politique provinciale, c'est principalement en prononçant des conférences, en organisant des assemblées publiques et en écrivant dans les pages du *Devoir* qu'Henri Bourassa va partager ses idées et lutter pour ses convictions.

Le directeur fera de son quotidien l'un des journaux d'opinion les plus influents du Québec et du Canada.

Henri Bourassa s'impose alors comme un intellectuel influent et incontournable.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'encre de sa plume coule à mesure que le sang des siens se déverse sur le Vieux Continent. Et il ne manque pas de souligner l'absurdité de voir mourir tant d'hommes pour un pays qui ne leur reconnaît même pas le droit d'exister.

Il n'oublie pas non plus le « règlement 17 » de 1912, qui interdit l'usage du français dans les écoles ontariennes.

Henri Bourassa entre en fait dans sa période de « nationalisme intégral ».

La bataille contre l'impérialisme britannique n'est plus sa priorité. Il consacre désormais toute son énergie à la défense de la minorité canadienne-française en Amérique.

Mais peu à peu, il est dépassé par le nouveau nationalisme que prône *L'Action française*, la revue de l'abbé Lionel Groulx, qui, entouré de ses nombreux disciples, milite pour la création d'une Laurentie autonome du Canada.

Le fondateur du *Devoir* ne veut pas d'un tel projet. Rattrapé par ses convictions ultramontaines, il considère que la religion doit prévaloir sur le patriotisme.

Après un retour en politique fédérale à titre de député indépendant, entre 1925 et 1932, Henri Bourassa disparaît peu à peu de la vie publique. Durant la Seconde Guerre mondiale, il sort brièvement de sa retraite pour soutenir le Bloc populaire dans sa lutte contre la conscription.

Il s'éteint à Outremont le 31 août 1952.

Tribun d'exception, intellectuel de combat, nationaliste, canadien d'abord puis canadien-français ensuite, il a montré aux siens la voie de la lutte, de la dignité et de l'amour de soi.

Jacques Beauchamp

Révision : Pierre Anctil, historien, professeur et auteur